

La Deuxième guerre mondiale (1939-1945)

L'Europe sous la botte du Reich

1. L'Europe occupée et exploitée

L'ordre nazi en Europe

Les statuts de la domination peuvent être ramenés à 4 grands groupes :

- Annexions (Autriche, Sudètes, Dantzig, Prusse occidentale, Luxembourg, Alsace, Moselle, Slovaquie du Nord)
- Administrations directes (civile pour la Pologne, l'Ukraine, la Norvège et les Pays-Bas, militaire pour la Belgique et le nord de la France)
- Tutelle de gouvernements locaux (Danemark, France de Vichy, Croatie, Serbie, Monténégro, Grèce, Slovaquie, protectorat de Bohême-Moravie)
- Satellites (Finlande, Hongrie, Roumanie, Bulgarie, Italie).

La France reste le seul des Etats subjugués où le gouvernement légal ait passé avec Hitler un accord d'armistice, et non de capitulation, ce qui est décisif (pour les modes de perception allemands et français, le fonctionnement administratif, les attitudes des fonctionnaires, la nature et les degrés de la résistance). Elle est aussi le seul à conserver une partie de son territoire libre. Mais la marge d'autonomie de ce pouvoir de l'Etat français est limitée par des contraintes qui résultent des droits de regard en zone sud et les obligations imposées par l'armistice.

Autorités et peuples étrangers, dépendant de cette machine d'oppression, eurent en face d'eux des facettes diverses de cette machine. L'ignorance de cette structure polynucléaire a conduit certains à s'engager sur la foi des propos tenus par tel ou tel de ces détenteurs allemands de pouvoir (ex. de Laval ou Pétain avec Abetz). Effets divergents des politiques menées suscitent aussi rivalités et conflits entre forces et pouvoirs autochtones dans les pays dominés. Chaque service allemand cherche à parrainer telle ou telle force, collaboratrice ou collaborationniste.

2. L'exploitation économique de l'Europe

A l'Est les ressources sont pillées et la main d'œuvre asservie et soumise à un traitement extrêmement brutal. Le sort subi par la Pologne a donné son nom à cette politique : la Polonisation.

A l'Ouest, les pays conquis participent à l'effort de guerre dans le cadre fixé par les armistices. Une part de la production est directement dirigée vers l'Allemagne (matières premières et produits agricoles). Les industriels sont encouragés à fournir à l'Armée allemande. Les Etats doivent verser des frais d'occupation exorbitants.

A partir de 1943, la ponction se fait plus lourde notamment avec l'instauration du Service du Travail Obligatoire. Il réquisitionne la main d'œuvre nécessaire à l'industrie allemande et à la construction du mur de l'Atlantique, sous la tutelle de l'organisation Todt dirigée par Albert Speer. Dans le cadre du STO, 7 millions d'Européens travaillent en Allemagne.

3. Collaborer ou résister ?

a. Les formes de collaboration

Typologie fondée sur la distinction due à Stanley Hoffmann entre les tenants de la « collaboration d'Etat », menée au nom de la Realpolitik, et les « collaborationnistes », militant pour une entente idéologique, plus inconditionnelle, avec les vainqueurs.

On ne peut analyser les choix des responsables politiques qui ont parié sur la collaboration d'Etat qu'en tenant compte du comportement ambivalent des occupés, hommes et femmes qui, contraints de vivre quotidiennement avec l'ennemi, ont fait preuve d'attitudes plus ou moins « accommodantes » selon l'expression de Philippe Burrin. A la Libération, la

La 2^e Guerre Mondiale 2^e partie

réprobation fut sélective : on sanctionna publiquement les « collaboratrices à l'horizontale » accusés d'avoir souillé la patrie.

Sur la collaboration économique des chefs d'entreprise, malaisé de faire le partage entre les nécessités de la gestion normale et les surprofits acquis en rendant des services bien rémunérés. Selon Philippe Burrin, certains industriels français ont au moins hésité avant de traiter avec leurs homologues allemands, tandis que les banquiers ont généralement grassement profité de l'Occupation.

La collaboration la plus discutée est la collaboration d'Etat : choix de la France de Vichy, du Danemark, de la Slovaquie, de la Serbie, de la Hongrie occupée après mars 1944 ; aussi la Belgique et les Pays-Bas où de hauts fonctionnaires ont fait collectivement fonction de gouvernement. Les tenants de ces collaborations d'Etat jouissent d'une latitude d'action restreinte, se défont de l'idéologie nazie et prônent une collaboration sans subordination. Ils affirment qu'il faut au minimum accepter la neutralisation politique et l'exploitation économique et fournir une aide globale au moins indirecte à la machine de guerre des pays de l'Axe.

La France de Vichy espérait être la nation la mieux placée lors de la conclusion de la Pax germanica. Laval comme Pétain ont de plus en plus activement recherché cette collaboration politique. Laval et Darlan (du moins jusqu'à l'été 1942) en vinrent à penser qu'une victoire allemande serait moins lourde qu'un succès anglo-saxon. Cette politique fut menée jusqu'au bout sans le moindre double jeu, sans que Philippe Pétain renoncât à ses fonctions ni basculât dans le camp anglo-saxon. Cela le conduisit à apporter son soutien aux responsables de la Milice, Milice de l'Etat français, qui, en 1944, contrôlait polices, médias, prisons, tout en jouant ouvertement la carte collaborationniste.

D'où venaient ces collaborationnistes ? Un rameau minoritaire est issu de la gauche, comme le Rassemblement national populaire (RNP) du néo-socialiste Marcel Déat que son anticommunisme doublé de pacifisme amènera à voir en Hitler le démiurge d'une Europe anticapitaliste et populaire. Mais la majorité s'étaient contentés d'entrer dans le champ d'attraction du fascisme hésitant à sauter le pas du fait de leur culture nationaliste (ex : Léon Degrelle ou Robert Brasillach marqués par le maurrassisme). Dans un 1^{er} temps, c'est au nom de l'intérêt national qu'ils prônent une collaboration que la paix à venir rendait selon eux plus réaliste. Mais à l'automne 1941, avec rupture du pacte germano-soviétique, la collaboration avec le Reich, unique rempart contre le judéo-bolchevisme, leur parut indispensable. Les collaborationnistes furent le plus souvent à la fois utilisés et tenus en laisse par les autorités d'occupation jusqu'en 1944.

Certains acceptent de s'engager militairement aux côtés de l'Allemagne, constituèrent des « légions » (ex : la Légion des volontaires français contre le bolchevisme) puis des divisions de Waffen SS.

2 hommes ont représenté à des titres divers le prototype du collaborateur : le Norvégien Quisling, le Français Laval. Pierre Laval est élu député socialiste en 1914, glisse vers la droite, accède deux fois à la présidence du Conseil en 1934-35, puis se met au service de Pétain. Il voit dans Montoire la voie du salut, est évincé du pouvoir à la suite de la révolution de palais du 13 décembre 1940 ; ronge son frein jusqu'à ce que Pétain, faute d'un autre choix, le nomme le 18 avril 1942, avec des pouvoirs accrus « chef du gouvernement ». Laval entend renforcer le caractère autoritaire du régime. Non seulement Laval ne put empêcher l'occupation de la zone sud, mais il servit d'auxiliaire à l'occupant pour déporter les Juifs étrangers et traquer les résistants. Il dut gagner le Reich en août 1944, après avoir tenté d'ultimes manœuvres, il était sans nul doute l'un des personnages les plus haïs de France. Pierre Laval et Vidkun Quisling fusillés en octobre 1945.

La 2^e Guerre Mondiale 2^e partie

b. Les débuts des résistances européennes

Au début de la guerre, la résistance est minoritaire et éclatée. La résistance extérieure (les gouvernements polonais, tchèques, hollandais, luxembourgeois, en exil à Londres) cherche à réunir des moyens et à financer la lutte contre l'occupant. Les résistants de l'intérieur s'organisent en réseaux encore isolés et mènent des actions de propagande et de renseignements pour les Alliés. A cet éclatement s'ajoutent des motivations diverses. En Yougoslavie, le monarchiste Mihailovic veut rétablir le roi Pierre tandis que Joseph Broz, dit Tito entend instaurer un régime communiste. En Allemagne, les étudiants de la Rose Blanche, comme Hans et Sophie Scholl, luttent au nom de valeurs chrétiennes et humanistes contre le régime d'Hitler.

Le tournant de la guerre en 1942 et la radicalisation de la politique nazie gonflent les rangs de la résistance. Les réfractaires au S.T.O. prennent le maquis et les communistes s'engagent dans la lutte armée. Moscou devient, après Londres, la deuxième capitale de la Résistance.

La répression allemande menée par la Gestapo et les SS s'intensifie. Le décret Nacht und Nebel de décembre 1941 permet d'arrêter les résistants et de les déporter. Pour faire pression sur les populations, les nazis utilisent des otages ou pratiquent des représailles aveugles. Après l'assassinat de Heydrich, proche d'Hitler et chef des services de Sécurité, les villageois tchèques de Lidice sont massacrés.

La résistance s'organise et participe à la Libération

Les liens se resserrent entre les résistants de l'Intérieur et de l'Extérieur. Les mouvements de résistance se fédèrent au point de former de véritables armées. A l'extérieur des divisions polonaises et françaises se battent au côté des Alliés. Dans l'URSS et la Yougoslavie occupées, les partisans forment des contingents importants : ils sont plus de 200 000 en Ukraine et en Biélorussie.

Lors des débarquements et de l'avancée des troupes sur tous les fronts, les Alliés peuvent compter sur les résistants qui harcèlent l'armée allemande : dynamitage de convois, sabotages de voies ferrées... Certaines régions tentent de se libérer sans l'aide des armées alliées. Si l'insurrection de Varsovie est écrasée par les Allemands en août 1944, l'armée de Libération nationale de Tito reprend le contrôle de la Yougoslavie. Dans de nombreux pays, on retrouve ces résistants dans les gouvernements d'après guerre. (Tito dirige la Yougoslavie jusqu'en 1980)

